



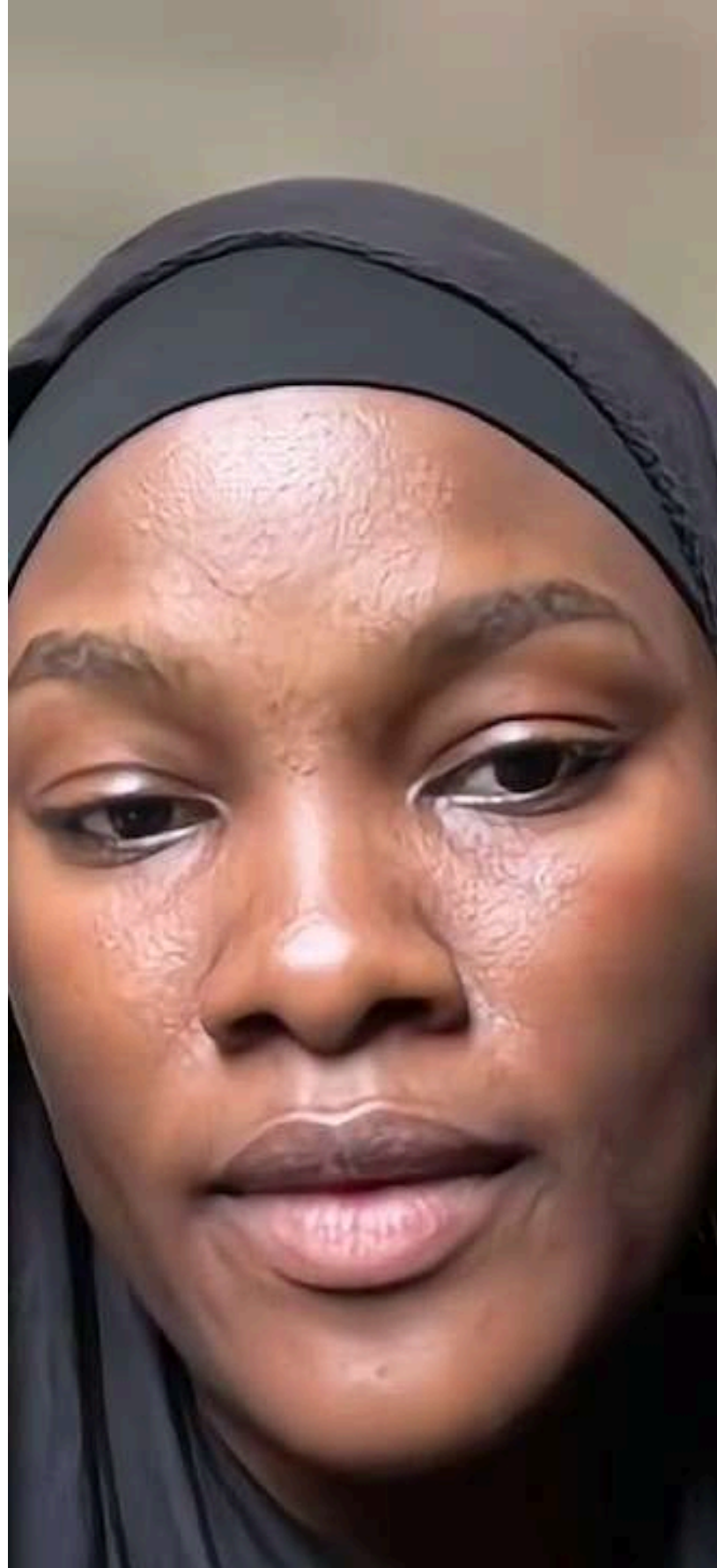
Les jeunes au cœur de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026

De jeunes militants du monde entier se sont réunis virtuellement le 23 avril à l'occasion du webinaire jeunesse de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026.

Cet événement s'inscrivait dans le cadre de la 24e campagne mondiale annuelle de la CME visant à promouvoir le droit à l'éducation pour tous. Dans le cadre du thème 2026 consacré au financement de l'éducation, de jeunes intervenants ont abordé la manière dont la réduction des budgets de l'éducation, la dette, l'austérité et un système financier mondial injuste sapent les progrès vers l'ODD 4 et creusent les inégalités. Tout au long de la session, les participants ont réaffirmé que le sous-financement n'est pas simplement un manque de ressources, mais une injustice structurelle enracinée dans des choix politiques et des priorités mal définies.

Animé par Phumza Luthango, de la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE), ce webinaire a réuni des jeunes leaders d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Moyen-Orient, ainsi que des contributions coordonnées par le Groupe d'action des jeunes de la GCE et ses partenaires régionaux. Parmi les interventions clés, on peut citer :

- Jon Kafuko, du réseau Youth for Tax Justice, a souligné comment les règles fiscales internationales, les flux financiers illicites et la faiblesse de la gouvernance fiscale mondiale détournent des milliards qui pourraient servir à financer une éducation publique de qualité, et a appelé à une forte participation des jeunes au processus de la Convention fiscale des Nations unies.
- Maryam Bello, de l'organisation Telika Youth, s'est exprimée sur le financement de l'éducation pour l'égalité des sexes en Afrique et a souligné que « le déficit de financement est un déficit de genre ». Elle a exhorté les gouvernements à investir dans une éducation transformatrice en matière de genre qui reflète les réalités, les moyens de subsistance et la dignité des filles, plutôt que de les traiter comme des instruments de croissance économique.



- Israel Quirino, du groupe de jeunes CLADE (Amérique latine), a établi un lien entre le financement de l'éducation et la justice climatique, et a réclamé des systèmes fiscaux progressifs et équitables, ainsi que des mesures mondiales contre l'évasion fiscale, afin que les ressources puissent être réorientées vers des systèmes d'éducation publics résilients, capables de répondre à l'urgence climatique.
- Amarazya Tumurbaata, du Conseil de la jeunesse mongole, a partagé les expériences tirées de la campagne « Connaissez votre budget, suivez votre budget » et a démontré comment la corruption, les retards dans les projets d'investissement et le manque de transparence budgétaire se traduisent directement par des classes surchargées et un accès restreint à l'éducation.
- Nawal AI Sayed, de l'organisation ACES Youth, s'est exprimée du point de vue de la région arabe sur l'éducation en temps de guerre et de crise, et a insisté sur le fait que « le problème n'est pas le manque de ressources, mais les priorités », les dépenses militaires étant privilégiées par rapport à l'éducation dans les budgets publics.





Les arts visuels, la poésie et les vidéos réalisées par des jeunes issus des coalitions de la GCE et des réseaux de jeunesse ont illustré l'impact humain des pressions financières mondiales sur les apprenants, les enseignants et les communautés, et ont montré comment l'expression créative est utilisée comme outil de plaidoyer dans le cadre des processus des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

Tout au long de l'événement, les jeunes intervenants ont fait écho aux quatre objectifs fondamentaux de la GAWE 2026 : la responsabilité vis-à-vis de l'ODD 4 ; un financement accru et équitable pour une éducation publique de qualité ; une réforme financière mondiale en profondeur ; et une large mobilisation publique pour défendre l'éducation en tant que bien public.



Ils ont appelé les gouvernements à :

- Atteindre et dépasser les normes internationales en matière de dépenses d'éducation et protéger les budgets de l'éducation contre les mesures d'austérité et les coupes budgétaires liées à l'endettement.
- Défendre la justice fiscale internationale et l'annulation de la dette afin que les pays disposent de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour financer des systèmes d'éducation publique inclusifs, favorisant l'égalité des sexes et respectueux du climat.
- Considérer le financement de l'éducation comme un investissement à long terme dans les droits, la paix et l'égalité, plutôt que comme une dépense facultative pouvant être reportée en temps de crise.



Le webinaire a également encouragé les jeunes à s'impliquer activement dans les processus budgétaires nationaux, les négociations fiscales mondiales et la reconstitution des principaux fonds mondiaux pour l'éducation, notamment le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et « Education Cannot Wait », par le biais de recherches, de campagnes et d'actions de plaidoyer directes auprès des parlementaires et des ambassades.

La CME et ses membres jeunes continueront à porter haut la flamme de l'éducation, en maintenant la pression sur les décideurs pour qu'ils financent l'éducation, et non la guerre ; le bien public, et non le profit privé.

Vous pouvez visionner l'enregistrement vidéo complet du webinaire sur la chaîne YouTube de la CME [ICI](#).